Conseil d'Etat — Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
- 1 -
5 DEC 1951
Bureau Coordination

GK. L. 2272/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 6 août 1951, d'une demande d'avis sur un projet de loi "tendant : 1° à majorer certaines pensions de veuves, orphelins et ascendants et d'invalides de guerre pensionnés en en vertu des lois sur les pensions militaires ou des lois sur les pensions de réparation; 2° à régler quelques contestations qui ont surgi à propos des textes des mêmes lois", a donné en sa séance du 7 novembre 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6e Augustus 1951 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet"strekkende : 1° tot het verhogen van sommige pensioenen van weduwen, wezen en ascendenten en van invaliden van de oorlog gepensionneerd krachtens de wetten op de militaire pensioenen of de wetten op de vergoedingspensioenen; 2° tot het regelen van sommige betwistingen welke zijn opgerezen naar aanleiding van de teksten van diezelfde wetten", heeft ter zitting van 7 November 1951 het volgend advies gegeven :

I.

Selon son intitulé, le projet a pour but non seulement de majorer le taux de certaines pensions liquidées en vertu des lois coordonnées sur les pensions militaires et des lois coordonnées sur les pensions de réparation, mais aussi de "régler quelques contestations qui ont surgi à propos des textes des mêmes lois".

L'intitulé laisse apparaître que le pouvoir législatif pourrait trancher des contestations portant sur des cas particuliers alors que cette mission appartient, en vertu des articles 92 et 93 de la Constitution, aux tribunaux et aux juridictions administratives.

Pour éviter toute équivoque, le Conseil d'Etat propose de modifier l'intitulé du projet.

II.

L'article 2, § 1er, du projet interprète l'article 5 de la loi du 10 août 1948 réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires accordées pour dommages physiques résultant du service, des pensions de réparation et de rentes pour chevrons de front.

Le Conseil d'Etat est d'avis que la disposition légale en vigueur a un sens suffisamment clair pour que l'on puisse se dispenser d'en confirmer la portée.

Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, la suppression de l'article 2, § 1er, du projet.

.../...

III.

L'article 3 du projet tend à interpréter un certain nombre de dispositions des lois coordonnées sur les pensions de réparation.

Le § 2, a, modifie l'article 2, d, des dites lois coordonnées.

Le texte soumis au Conseil d'Etat tient pour acquis qu'il n'existait plus de services rattachés organiquement à l'armée mobilisée après le 1er juillet 1940, bien qu'il y eût en fait, semble-t-il, de tels services postérieurement à cette date, notamment en Angleterre.

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'interprétation restrictive donnée à l'article 2, d, des lois coordonnées ne peut pas mettre en péril les pensions qui ont fait l'objet d'une décision définitive en vertu de la législation antérieure.

IV.

La jurisprudence des tribunaux, fixée par les arrêts de la Cour de cassation du 23 octobre 1934 (Pas. 1935, I, p. 29) et du 7 avril 1949 (Pas. 1949, I, p.280), admet que le pouvoir judiciaire est compétent pour statuer sur les contestations qui opposent l'Etat aux militaires ou autres ayants droit qui demandent une pension conformément aux lois coordonnées du 11 août 1923.

Comme l'expose M. le procureur général Leclercq dans l'avis qui précède les arrêts de 1934, le droit

.../...

civil à la pension "naît dès que les conditions voulues par la loi sont réunies; si alors l'Etat refuse de payer et de procéder aux formalités nécessaires à cette fin, il est dans la position de tout débiteur qui refuse de s'acquitter; le pouvoir judiciaire est là pour le condamner éventuellement".

C'est cette interprétation que l'article 4 du projet entend modifier. Désormais, le droit civil à la pension, au lieu d'exister dès l'instant où se trouvent réunies les conditions exigées par la loi (qualité de militaire, infirmité ou blessure contractée en service, etc...), ne naîtra qu'au moment où les juridictions administratives chargées de l'examen des demandes auront constaté l'existence de ces conditions dans le chef des impétrants : les tribunaux ne pourront, dès lors, statuer sur la contestation entre un militaire qui demande une pension et l'Etat qui la lui refuse, puisque ce militaire n'aura point de droit civil à cette pension et ne pourra plus se prévaloir de l'article 92 de la Constitution pour justifier la compétence du pouvoir judiciaire.

Comme l'affirme l'arrêt de la Cour de cassation du 7 avril 1949, la loi peut, par une disposition précise et formelle, faire dépendre la reconnaissance du droit à la pension de certaines constatations de fait dont l'administration est seule chargée.

Le législateur peut toujours refuser d'imprimer le caractère d'un droit civil au droit à la pension, aussi longtemps que l'existence des conditions dont la réunion est exigée par la loi n'a pas été constatée par les organismes administratifs compétents.

.../...

Suivant les indications fournies au Conseil d'Etat par le délégué du Ministre, l'article 4 doit être considéré comme une disposition interprétative des lois coordonnées de 1923 et des lois coordonnées du 5 octobre 1948 : en raison de sa nature même, la loi interprétative s'applique à tous les cas qui, lors de son entrée en vigueur, n'ont pas donné lieu à des décisions judiciaires revêtues de l'autorité de la chose jugée. L'adoption du projet du Gouvernement entraînera pour les tribunaux l'obligation, dans les affaires pendantes, de débouter les demandeurs pour le motif qu'ils ne peuvent invoquer aucun droit civil à l'appui de leur prétention.

V.

La procédure relative à la revision des pensions et des majorations de pensions allouées sur la base des lois coordonnées sur les pensions militaires était organisée par l'article 32 de l'arrêté royal du 14 novembre 1923, modifié par l'article 8 de la loi du 10 août 1948.

L'article 5 du projet complète cette procédure par l'organisation d'une action en revision devant les tribunaux ordinaires et par l'ouverture d'un moyen de revision fondé sur l'erreur de droit.

Toutefois, la revision ne peut avoir d'effet qu'à la date de l'introduction de la demande, sauf dans les cas où il est établi par les tribunaux ordinaires qu'il y a fraude ou mauvaise foi dans le chef du bénéficiaire de la pension ou de la majoration de pension soumise à revision.

\+

\+ \+ .../...

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui ne nécessitent pas de commentaires et ressortent du texte ci-après :

PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATIONS AUX LOIS COORDONNEES SUR LES PENSIONS MILITAIRES ET AUX LOIS COORDONNEES SUR LES PENSIONS DE REPARATION.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Une majoration de 25 p.c. du montant de leur pension ou allocation est accordée à partir du 1er janvier 1951 :

1° aux bénéficiaires d'une pension d'ayant droit accordée conformément aux dispositions du titre II, A, B et D des lois coordonnées sur les pensions de réparation;

.../...

2° aux ascendants et autres ayants droit de cette catégorie dont la pension est portée aux taux qui résultent de l'application de l'article 33 des mêmes lois;

3° aux veuves et aux orphelins de la guerre de 1914-1918 dont la pension, attribuée en vertu des lois coordonnées sur les pensions militaires, a été majorée conformément à l'article 2, §§ 1er, 2 et 4, de la loi du 10 août 1948.

Cette majoration s'applique à la pension fixée conformément à l'article 22 de la loi du 26 août 1947 sur les pensions de réparation.

Elle n'est payée que dans la mesure où la pension de base augmentée de la majoration, dépasse le taux dont ces veuves et orphelins bénéficiaient avant la mise en vigueur de la présente loi;

4° aux ascendants de la guerre de 1914-1918 et autres ayants droit de cette catégorie, dont l'allocation a été portée, en vertu de l'article 3 de la loi du 10 août 1948, au taux fixé conformément à l'article 33 de la loi du 26 août 1947 sur les pensions de réparation.

Article 2.-

§ 1er. Dans l'article 5 de la loi du 10 août 1948, avant la phrase qui commence par les mots : "Ces allocations sont payées par trimestre ...", est insérée la disposition suivante :

"A partir du 1er janvier 1951, l'allocation complémentaire est portée à 30 p.c. pour les titulaires visés aux 1° et 2° ci-dessus dont la pension est fixée à un degré d'invalidité indemnisable de 50 p.c. au moins.".

.../...

§ 2. Dans le même article, la phrase : "Cette majoration supplémentaire est portée à 15 p.c. pour ceux de ces grands invalides qui ne sont pas passibles de l'impôt complémentaire personnel" est remplacée par la phrase suivante :

"A partir du 1er janvier 1951, cette majoration supplémentaire est portée à 15 p.c. pour les grands invalides qui ne jouissent pas de revenus supérieurs au double des minima exonérés de l'impôt complémentaire personnel."

Article 3.-

Les lois coordonnées sur les pensions de réparation sont modifiées ainsi qu'il suit :

§ 1er.

a) L'article 1er, alinéas 1er et 2, est remplacé par la disposition suivante :

"Les pensions de réparation sont accordées, selon les modalités prévues par la présente loi, pour les dommages physiques dûment établis et qui ont été subis , après le 9 mai 1940 et avant le 26 août 1947, dans l'exercice du devoir militaire ou civique ou dans les conditions assimilées par l'article 2 à l'exercice d'un pareil devoir".

b) L'article 57, § 1er, est remplacé par la disposition suivante :

"Les dispositions de la présente loi sont intégralement applicables aux dommages physiques causés durant le service militaire et par le fait du service militaire au cours de la période du 25 août 1939 au 9 mai 1940.

.../...

Toutefois, la pension des invalides appartenant à cette catégorie n'est pas soumise aux revisions périodiques prévues à l'article 16, si cette pension a été accordée à titre définitif, ou a été consolidée à la suite des quatre examens périodiques prévus par les dispositions antérieures sur la matière.

Ces pensions sont payées au taux prévu par la présente loi à partir du 1er septembre 1947.

Les demandes de pension pour dommage physique introduites pour des faits dommageables de l'espèce et qui, avant la mise en vigueur du présent texte, n'ont pas été admises pour l'unique raison de leur introduction en dehors des délais prévus, seront prises en considération à la date où elles peuvent être considérées comme régulières et complètes au sens de l'article 19. Le cas échéant, l'administration les fera compléter comme prévu au dit article 19. Elles seront examinées conformément aux dispositions de la présente loi.".

§ 2.

a) L'article 2, d, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :

"d. Les civils appartenant aux catégories énumérées ci-dessous et qui, statutairement ou par réquisition, ont été attachés :

.../...

soit à une unité mobilisée de l'armée entre le 9 mai et le 1er juillet 1940 ou entre le 5 septembre 1944 et le 1er juin 1945,

soit à un service rattaché organiquement à l'armée mobilisée entre le 9 mai et le 1er juillet 1940:

1° Les auditeurs et membres des parquets militaires.

2° Les aumôniers militaires.

3° Les fonctionnaires et agents civils des services de l'armée (couchage, génie, artillerie, bâtiments militaires, etc...).

4° Les fonctionnaires et agents civils du Ministère de la Défense nationale.

5° Les fonctionnaires civils attachés à l'Etat-major général de l'armée et visés par l'arrêté royal du 24 décembre 1937.

6° Les infirmières.

7° Les employés et ouvriers des établissements et services de fabrications militaires.

8° Les fonctionnaires et agents des départements ministériels désignés en vertu de l'arrêté royal

.../...

du 24 février 1936, et les civils engagés par contrat, en raison de leur spécialité, pour être attachés à un service de l'armée.

9° Les civils réquisitionnés par l'autorité militaire belge pour conduire des automobiles ou des voitures attelées, pour la construction des travaux de défense, la manutention de marchandises ou pour tout autre objectif militaire.

10° Les correspondants de guerre officiellement accrédités auprès des armées.

Pour ceux de ces civils qui ont suivi l'unité ou le service auquel ils étaient attachés, dans les déplacements ordonnés par l'autorité militaire, la période à prendre en considération est prolongée jusqu'à la date où ils sont rentrés dans leurs foyers en Belgique.

S'ils ont été faits prisonniers par l'ennemi, elle est prolongée jusqu'à la date de leur rapatriement."

b)L'article 2 est complété par la disposition suivante :

"j. Les agents de la défense aérienne passive qui, pendant la guerre, ont été blessés ou accidentés durant le service et par le fait du service.".

§ 3.

Dans les articles 6 et 8, les mots:"à dater de la promulgation de la présente loi" sont remplacés par les mots : "à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi".

.../...

§ 4.

a) L'article 9, § 3, alinéa 4, est remplacé par la disposition suivante :

"Lorsque la somme de toutes les invalidités ainsi calculées dépasse 10 p.c., elle est éventuellement arrondie au multiple de 5 immédiatement supérieur.".

b) L'article 10, § 1er, est complété par l'alinéa suivant :

"Si, par application de l'article 9, § 5, le degré d'invalidité à prendre en considération n'atteint que 5 p.c. alors que le pourcentage déclaré imputable à la guerre s'élève au moins à 10 p.c. au sens de l'article 9, § 3, il est alloué une pension égale à la moitié de celle à laquelle donne droit une invalidité estimée à 10 p.c.".

§ 5.

a) L'article 11, alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante :

"Lorsque l'invalidité dépasse 100 p.c., il est attribué, en plus de la pension calculée conformément à l'article 10, une majoration de mille francs par an et par tranche de dix degrés d'invalidité au-delà de 100, le degré total étant, dans ce cas, arrondi éventuellement à la dizaine supérieure.".

b) L'article 12 est complété par l'alinéa suivant :

.../...

"L'invalidité totale indemnisable se compte déduction faite des degrés d'invalidité dus à des facteurs étrangers, antérieurs, concomitants ou postérieurs au service ou au fait de guerre que le requérant fait valoir.".

§ 6.

a) L'article 16, alinéa 5, est complété par la disposition suivante :

"L'expert se prononce à la fois sur le degré nouveau d'invalidité et sur la reconduction d'une indemnité pour l'aide d'une tierce personne déjà concédée pour la période qui précède immédiatement la revision et dont il fixe la catégorie, le degré et, le cas échéant, la durée. Il peut aussi, si l'état de l'invalide le justifie, proposer l'attribution nouvelle de pareille indemnité. Dans ces deux cas, cette indemnité prend cours à la même date que la nouvelle pension périodique.".

b) L'article 16, alinéa 9, est complété par la disposition suivante :

"...en y comprenant, le cas échéant, celles relatives à l'attribution de l'indemnité pour l'aide d'une tierce personne.".

c) Libeller comme suit le 10e et dernier alinéa :

"Cette décision est notifiée à l'intéressé. Elle peut faire l'objet des recours prévus à l'article 45, § 4, ainsi que des revisions dont l'article 40 détermine les conditions et les modalités.".

.../...

§ 7.

L'article 20, alinéa 4, est remplacé par la disposition suivante :

"Pour les prisonniers politiques visés à l'article 2, e, qui ont introduit leur demande de pension avant le 31 mai 1946, la pension prend cours le premier du mois qui suit le retour à la liberté en Belgique.

Les pensions liquidées sur la base de la disposition précédente restent acquises aux bénéficiaires même dans le cas où leur montant est supérieur au montant normal de la pension.".

§ 8.

L'article 22, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

"Toutefois, hors le cas de la victime tuée par le fait dommageable ou décédée des suites de blessure, de traumatisme ou d'accident, au sens de l'article 4, dans les cinq ans du fait dommageable, les commissions des pensions de réparation peuvent décider de réduire la pension d'un quart ou de la moitié lorsqu'elles estiment qu'il résulte des faits de la cause que des facteurs étrangers, postérieurs au fait dommageable, sont intervenus pour un quart ou pour la moitié dans les causes réelles du décès; la pension sera notamment réduite dans ces proportions lorsque le décès a lieu respectivement quinze et vingt-cinq ans après le fait dommageable.".

.../...

§ 9.

a) L'article 36, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante :

"Si la victime a touché une pension d'invalidité, ou des avances sur pareille pension, pour le trimestre au cours duquel le décès s'est produit, la pension d'ayant droit ne peut prendre cours avant le premier jour du trimestre suivant.".

b) L'article 39, § 3, est complété par la disposition suivante :

" Le § 3 de l'article 37 est applicable à ces revisions.".

c) L'article 45, § 2, alinéa 2, est complété par la disposition suivante :

" Le dernier terme des avances sur pension payé avant leur décès aux invalides, reste acquis intégralement.".

§ 10.

L'article 57, § 2, est remplacé par la disposition suivante :

" § 2. L'application de la loi sur les pensions de réparation est étendue aux militaires et aux ouvriers civils membres d'une unité de démineurs ou du Service d'enlèvement et de destruction d'engins explosifs de l'armée qui ont été victimes après le 25 août 1947, par le fait de leur service, d'un accident dû à l'explosion de matières qu'ils ont mission de détecter et de détruire.".

.../...

Article 4.-

§ 1er.

L'article 67 des lois coordonnées sur les pensions militaires est complété par la disposition suivante :

" 5° Le droit à la pension naît lorsque les commissions instituées en vertu du présent article ont statué sur l'existence des conditions fixées par la présente loi.".

§ 2.

L'article 45 des lois coordonnées sur les pensions de réparation est complété par la disposition suivante :

" § 6. Le droit à la pension naît lorsque les commissions instituées en vertu du présent article ont statué sur les éléments de fait énumérés au § 3, ou lorsque le Ministre qui a les pensions de réparation dans ses attributions a pris l'arrêté de collation prévu à l'article 46.".

Article 5.-

L'article 32 de l'arrêté royal du 14 novembre 1923 réglant l'exécution des lois coordonnées sur les pensions militaires, modifié par l'article 8 de la loi du 10 août 1948, est remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

" Article 32.-

§ 1er.

Toute décision relative soit à une instance de pension fondée sur les dispositions des titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires, soit à une majoration ou supplément généralement quelconque attaché à pareille pension, peut être revisée sur requête du Ministre ayant les pensions de réparation dans ses attributions ou de l'intéressé lorsque la décision accordant la pension ou la majoration est reconnue entachée d'erreur de fait ou de droit.

§ 2.

Lorsque la décision accordant la pension ou la majoration émane d'une des commissions instituées en vertu de l'article 67 des lois coordonnées sur les pensions militaires ou d'une des commissions particulières instituées en vertu des lois du 13 mai 1929 ou du 21 juillet 1930, l'instance en revision est portée devant la commission qui a rendu la décision querellée.

Les effets de la revision sont soumis aux dispositions de l'article 1er de l'arrêté royal du 11 août 1933 en ce qu'il a trait à la date de prise de cours des pensions, rentes et allocations.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'une erreur matérielle constatée avant l'homologation de la Cour des comptes, la décision première est surchargée ou modifiée sans plus, avec effet à la même date. Dans ce cas, si le requérant a comparu devant la commission qui a rendu la décision attaquée, il est à nouveau entendu, à moins que la rectification ne soit pas de nature à modifier la décision prise au sujet des éléments de preuve produits ou du degré d'invalidité reconnu.

.../...

§ 3.

Lorsque la décision accordant la pension ou la majoration émane d'un tribunal ou d'une cour de l'ordre judiciaire, la demande en revision est portée devant le tribunal ou la cour de l'ordre judiciaire dont émane la décision.

Le tribunal ou la cour saisis d'une instance en revision sur base du présent article examinent si les conditions fixées par la loi pour l'attribution de la pension ou de la majoration sont effectivement réunies.

Ils procèdent à la revision de leur décision antérieure s'ils estiment que ces conditions ne sont pas réunies et que, par conséquent, la décision incriminée, en tant qu'elle condamne l'Etat au paiement de la pension ou de la majoration et reconnaît dans le chef du bénéficiaire un droit à la dite pension ou majoration, est entachée d'erreur de droit ou de fait.

Ils fixent la date à laquelle la revision sort ses effets. Celle-ci sera fixée au premier du mois au cours duquel l'instance en revision aura été introduite devant le tribunal.

Toutefois, s'il est établi qu'il y a fraude ou mauvaise foi dans le chef du requérant, le tribunal ou la cour peuvent décider que la revision sortira ses effets à la date de la concession de la pension ou majoration de pension.".

.../...

Article 6.-

Les militaires et les victimes civiles de la guerre qui, conformément aux dispositions antérieures sur la matière, ont souscrit une option en faveur des premier et deuxième enfants, soit pour les allocations familiales afférentes à leur traitement, salaire ou pension de retraite, soit pour les majorations de pension pour ces mêmes enfants, peuvent à tout moment revenir sur cette option.

Un arrêté royal règle les mesures propres à assurer l'exécution de la présente disposition, dont la rétroactivité ne peut être antérieure au 1er janvier 1951.

Article 7.-

L'article 33, dernier alinéa, des lois coordonnées sur les pensions de réparation est remplacé par la disposition suivante :

"Les revenus à prendre en considération sont ceux de l'année précédant celle où la pension ou, le cas échéant, la majoration de pension prend cours. Ils sont déterminés comme en matière d'impôts directs. La pension maximum accordée dans ces conditions n'est pas sujette à des revisions ultérieures.".

.../...

Article 8.-

Le Roi est chargé de coordonner les dispositions légales relatives :

1° aux pensions militaires;

2° aux pensions de réparation, avec les modifications expresses et implicites que ces législations ont ou auront subies au moment où les coordinations seront réalisées.

A cette fin, il peut :

1° modifier l'ordre et la numérotation des titres, des chapitres, sections et articles des dispositions à coordonner et les regrouper dans d'autres divisions;

2° modifier les références contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;

3° modifier la rédaction des textes des dispositions légales susmentionnées en vue d'assurer une terminologie uniforme.

La coordination portera l'intitulé suivant :

"Lois coordonnées sur les pensions militaires" et

"Lois coordonnées sur les pensions de réparation".

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

I.

Volgens de gegeven titel strekt het ontwerp niet alleen tot het verhogen van het bedrag van sommige pensioenen, uitbetaald krachtens de samengeordende wetten op de militaire pensioenen en de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen, doch eveneens "tot het regelen van sommige betwistingen gerezen naar aanleiding van de teksten dierzelfde wetten".

Uit die titel volgt dat de wetgevende macht over geschillen betreffende particuliere gevallen zou kunnen beslissen, terwijl die taak krachtens de artikelen 92 en 93 van de Grondwet aan de rechtbanken en aan de administratieve gerechten is opgedragen.

Om alle misverstand te voorkomen, stelt de Raad van State voor de titel van het ontwerp te wijzigen.

II.

Artikel 2, § 1, van het ontwerp is een interpretatie van artikel 5 van de wet van 10 Augustus 1948 houdende verwezenlijking van zekere aanpassingen in zake militaire pensioenen verleend wegens uit de dienst voortspruitende lichamelijke schade, vergoedingspensioenen en frontstrepenrenten.

De Raad van State is van oordeel dat de zin van de geldende wetsbepaling voldoende duidelijk is, zodat het nodeloos is de draagwijdte er van te bevestigen.

Derhalve stelt de Raad van State voor, artikel 2, § 1, van het ontwerp te laten wegvallen.

.../...

III.

Artikel 3 van het ontwerp interpreteert een aantal bepalingen van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen.

§ 2, a, brengt wijziging in artikel 2, d, van genoemde samengeordende wetten.

De aan de Raad van State voorgelegde tekst neemt aan dat na 1 Juli 1940 er geen diensten meer waren, die organiek aan het gemobiliseerde leger waren verbonden, ofschoon feitelijk zodanige diensten, namelijk in Engeland, na vermelde datum blijken te hebben bestaan.

De Raad van State adviseert dat de beperkende interpretatie, hier aan artikel 2, d, van de samengeordende wetten gegeven, de pensioenen waarover op grond van de vroegere wetgeving een eindbeslissing is genomen, niet in gevaar mag brengen.

IV.

De rechtspraak van de rechtbanken, vastgelegd in de arresten van het Hof van verbreking van 23 October 1934 (Pas. 1935, I, blz. 29) en van 7 April 1949 (Pas.1949, I, blz. 280),neemt aan dat de rechterlijke macht bevoegd is om uitspraak te doen over geschillen tussen de Staat en de militairen of andere rechtverkrijgenden die,overeenkomstig de samengeordende wetten van 11 Augustus 1923,een pensioen aanvragen.

.../...

Zoals de Heer procureur-generaal Leclercq uiteenzet in het advies dat aan de arresten van 1934 voorafgaat, ontstaat het burgerlijk recht op pensioen "dès que les conditions voulues par la loi sont réunies; si alors l'Etat refuse de payer et de procéder aux formalités nécessaires à cette fin, il est dans la position de tout débiteur qui refuse de s'acquitter; le pouvoir judiciaire est là pour le condamner éventuellement".

Deze interpretatie juist wil artikel 4 wijzigen. Voortaan zal het burgerlijk recht op pensioen, in plaats van tot stand te komen zodra alle bij de wet gestelde vereisten zijn vervuld (hoedanigheid van militair, gebrek of ziekte opgedaan in de dienst, enz...), eerst ontstaan op het tijdstip waarop de administratieve gerechten, belast met het onderzoek van de aanvragen, hebben vastgesteld dat verzoekers aan die vereisten beantwoorden; over een geschil tussen een militair die een pensioen aanvraagt en de Staat die het hem weigert, zullen de rechtbanken bijgevolg geen uitspraak meer kunnen doen, vermits die militair geen burgerlijk recht op dat pensioen zal hebben en, ter verantwoording van de bevoegdheid der rechterlijke macht, zich niet verder op artikel 92 van de Grondwet zal kunnen beroepen.

Zoals gezegd wordt in het arrest van het Hof van verbreking van 7 April 1949, kan de wet door een duidelijke en uitdrukkelijke bepaling de erkenning van het recht op pensioen afhankelijk verklaren van sommige feitelijke vaststellingen, waarmede alleen het bestuur belast wordt.

De wetgever kan altijd weigeren het recht op pensioen tot een burgerlijk recht te verklaren, zolang de bevoegde bestuursorganismen niet hebben vastgesteld dat al de door de wet vereiste voorwaarden zijn vervuld.

Volgens de aanwijzigingen door de gemachtigde van de Minister aan de Raad van State gegeven, moet artikel 4

.../...

worden beschouwd als een bepaling tot interpretatie van de samengeordende wetten van 1923 en van de samengeordende wetten van 5 October 1948 : uiteraard zelf is de interpretatieve wet van toepassing op al de gevallen waarin, bij de inwerkingtreding daarvan, geen rechterlijke beslissing is genomen die in kracht van gewijsde is gegaan. De goedkeuring van het Regeringsontwerp zal voor de rechtbanken de verplichting medebrengen, met betrekking tot de nog hangende zaken, de aanvragers af te wijzen om reden dat zij tot staving van hun aanspraak geen burgerlijk recht kunnen laten gelden.

V.

De procedure inzake herziening der pensioenen en der verhogingen van pensioenen, toegekend op grond van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, was vastgelegd in artikel 32 van het koninklijk besluit van 14 November 1923, gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 10 Augustus 1948.

Artikel 5 van het ontwerp komt die procedure aanvullen door het invoeren van een rechtsvordering tot herziening vóór de gewone rechtbanken en door de mogelijkheid ener herziening op grond van een dwaling omtrent het recht.

Evenwel kan de herziening eerst uitwerking hebben met ingang van de datum waarop de aanvraag wordt ingediend, behalve in de gevallen waarin de gewone rechtbanken vaststellen dat bij de gerechtigde op pensioen of verhoging van pensioen, ter herziening voorgelegd, bedrog of kwade trouw voorhanden is.

Voorts stelt de Raad van State voor, in het ontwerp een aantal vormwijzigingen aan te brengen die geen commentaar behoeven en blijken uit de hierna volgende tekst.

.../...

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE SAMENGEORDENDE WETTEN OP DE MILITAIRE PENSIOENEN EN VAN DE SAMENGEORDENDE WETTEN OP DE VERGOEDINGSPENSIOENEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Een verhoging van 25 t.h. op het bedrag van hun pensioen of toelage wordt met ingang van 1 Januari 1951 verleend :

1° aan de gerechtigden op een pensioen van rechtverkrijgende verleend overeenkomstig de bepalingen van titel II, A, B en D van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen;

2° aan de ascendenten en andere rechtverkrijgenden dezer categorie wier pensioen opgevoerd werd tot de bedragen voortvloeiend uit de toepassing van artikel 33 derzelfde wetten;

3° aan de weduwen en wezen van de oorlog 1914-1918 wier pensioen, toegekend op grond van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, verhoogd werd overeenkomstig artikel 2, §§ 1, 2 en 4, van de wet van 10 Augustus 1948.

.../...

Deze verhoging is van toepassing op het pensioen, vastgesteld overeenkomstig artikel 22 van de wet van 26 Augustus 1947 op de vergoedingspensioenen

Zij wordt niet uitbetaald dan wanneer het basispensioen, vermeerderd met de verhoging, het bedrag overschrijdt dat aan deze weduwen en wezen was toegekend vóór de inwerkingtreding van deze wet;

4° aan de ascendenten van de oorlog 1914-1918 en andere rechtverkrijgenden dezer categorie wier toelage, krachtens artikel 3 van de wet van 10 Augustus 1948, opgevoerd werd tot het bedrag vastgesteld overeenkomstig artikel 33 van de wet van 26 Augustus 1947 op de vergoedingspensioenen..

Artikel 2.-

§ 1.

In artikel 5 van de wet van 10 Augustus 1948 wordt, vóór de volzin die begint met: "Deze toelagen worden uitbetaald per trimester, ...", volgende bepaling ingevoegd :

"Met ingang van 1 Januari 1951, wordt de bijkomende verhoging opgevoerd tot 30 t.h. voor de houders, in 1° en 2° hiervoren bedoeld, die pensioen trekken voor een vergoedbare graad van invaliditeit van ten minste 50 t.h."

§ 2.

In hetzelfde artikel wordt de volzin: "Die bijkomende verhoging wordt gebracht op 15 t.h. voor die groot-invaliden, die niet onderworpen zijn aan de aanvullende personele belastingen" door navolgende volzin vervangen :

.../...

"Met ingang van 1 Januari 1951, wordt die bijkomende verhoging opgevoerd tot 15 t.h. voor de groot-invaliden wier inkomsten niet hoger zijn dan het verdubbeld bedrag der minima, vrijgesteld van de aanvullende personele belasting.".

Artikel 3.-

De samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen worden gewijzigd als volgt :

§ 1.

a) Artikel 1, eerste en tweede lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De vergoedingspensioenen worden, op de wijze bij deze wet bepaald, verleend voor behoorlijk vastgestelde lichamelijke schade, na 9 Mei 1940 en vóór 26 Augustus 1947 toegebracht in het volbrengen van zijn plicht als militair of staatsburger, of in omstandigheden welke bij artikel 2 met het volbrengen van zodanige plicht zijn gelijkgesteld.".

b) Artikel 57, § 1, wordt door de volgende bepaling vervangen:

"De bepalingen van deze wet zijn integraal van toepassing op lichamelijke schade toegebracht gedurende en ingevolge de militaire dienst tijdens de periode van 25 Augustus 1939 tot 9 Mei 1940.

Evenwel is het pensioen van de invaliden die tot deze categorie behoren niet vatbaar voor de in artikel 16 bepaalde periodieke herzieningen, zo bedoeld pensioen voorgoed werd toegekend, of geconsolideerd werd ingevolge de vier periodieke onderzoekingen voorgeschreven bij de vroegere bepalingen ter zake.

.../...

Deze pensioenen worden volgens het bij deze wet bepaald bedrag uitbetaald met ingang van 1 September 1947.

De aanvragen om pensioen wegens lichamelijke schade, ingediend uit hoofde van dergelijke schadelijke feiten en die vóór de inwerkingtreding van deze tekst niet waren toegestaan om de enige reden dat zij buiten de gestelde termijnen werden ingezonden, worden in aanmerking genomen op de datum waarop zij kunnen worden geacht te zijn regelmatig en volledig, in de zin van artikel 19. Bij voorkomend geval,laat het bestuur ze aanvullen zoals bepaald in bedoeld artikel 19. Zij worden onderzocht overeenkomstig het bepaalde in deze wet.".

§ 2.

a) Artikel 2, d, eerste lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"d. De burgers, behorende tot de hierna opgesomde categorieën en die,ingevolge statuut of opeising, verbonden waren :

hetzij aan een gemobiliseerde eenheid van het leger tussen 9 Mei en 1 Juli 1940 of tussen 5 September 1944 en 1 Juni 1945,

hetzij aan een dienst die organiek ingedeeld was bij het gemobiliseerde leger tussen 9 Mei en 1 Juli 1940;

.../...

1° De auditeurs en leden der militaire parketten.

2° De militaire aalmoezeniers.

3° De burgerlijke ambtenaren en beambten der diensten van het leger (nachtlegerdienst, genie, artillerie, militaire gebouwen, enz...).

4° De burgerlijke ambtenaren en beambten van het Ministerie van Landsverdediging.

5° De burgerlijke ambtenaren verbonden aan de Generale Staf van het leger en bedoeld bij het koninklijk besluit van 24 December 1937.

6° De ziekenverpleegsters.

7° De bedienden en werklieden van de militaire fabricage-inrichtingen en -diensten.

8° De ambtenaren en beambten der ministeriële departementen die krachtens het koninklijk besluit van 24 Februari 1936 aangewezen werden, en de burgers die wegens hun specialiteit bij contract aangeworven werden om aan een dienst van het leger te worden verbonden.

9° De burgers die door de Belgische militaire overheid opgevorderd werden voor het besturen van motorvoertuigen of bespannen voertuigen, de constructie van verdedigingswerken, de behandeling van koopwaren of om 't even welk ander militair doeleinde.

10° De officieel bij de legers geaccrediteerde oorlogscorrespondenten.

.../...

Voor degenen onder die burgers die de eenheid of de dienst waaraan zij verbonden waren, in de door de militaire overheid bevolen verplaatsingen hebben gevolgd, wordt de in aanmerking te nemen periode verlengd tot de datum waarop zij terug thuis in België zijn gekeerd.

Werden zij door de vijand krijgsgevangen genomen, dan wordt die periode tot de datum van hun repatriëring verlengd.".

b) Artikel 2 wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"j. De agenten van de passieve luchtbescherming die, tijdens de oorlog, gekwetst zijn geworden of een ongeval hebben opgelopen gedurende en ingevolge de dienst.".

§ 3.

In de artikelen 6 en 8 worden de woorden : "te rekenen van de afkondiging van deze wet" vervangen door: "te rekenen van de inwerkingtreding van deze wet".

§ 4.

a) Artikel 9, § 3, vierde lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Wanneer de som van al de aldus berekende invaliditeiten meer dan 10 t.h. bedraagt, wordt zij in voorkomend geval tot het onmiddellijk hoger veelvoud van 5 afgerond.".

b) Artikel 10, § 1, wordt met het volgende lid aangevuld :

.../...

"Indien, ingevolge de toepassing van artikel 9, § 5, de in aanmerking te nemen invaliditeitsgraad maar 5 t.h. bereikt, terwijl het aan de oorlog toe te wijten verklaard percentage ten minste 10 t.h. bedraagt in de zin van artikel 9, § 3, dan wordt een pensioen toegekend gelijk aan de helft van dit, waarop een op 10 t.h. geschatte invaliditeit recht geeft.".

§ 5.

a) Artikel 11, eerste lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Bedraagt de invaliditeit meer dan 100 t.h., dan wordt,benevens het overeenkomstig artikel 10 berekende pensioen,een verhoging van duizend frank per jaar toegekend voor elke tien invaliditeitsgraden boven 100; in dit geval,wordt de totale graad eventueel naar boven op het tiental afgerond.".

b) Artikel 12 wordt met het volgende lid aangevuld :

"De totale vergoedbare invaliditeit wordt verkregen na aftrek van de invaliditeitsgraden te wijten aan vreemde factoren die dagtekenen van vóór of na de dienst of het oorlogsfeit door verzoeker aangevoerd, of die daarmee gepaard gingen.".

§ 6.

a) Artikel 16, vijfde lid, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

.../...

"De deskundige doet tegelijk uitspraak over de nieuwe graad van invaliditeit en over de hernieuwing van een vergoeding wegens hulp van een derde persoon, reeds toegekend voor het tijdperk dat de herziening onmiddellijk voorafgaat en waarvan hij de categorie, de graad en, eventueel, de duur vaststelt. Hij kan ook, zo de toestand van de invalide zulks billijkt, de nieuwe toekenning van dergelijke vergoeding voorstellen. In beide gevallen, gaat deze vergoeding in op dezelfde datum als het nieuw periodiek pensioen.".

b) Artikel 16, negende lid, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"... met inbegrip, in voorkomend geval, van die welke slaan op de toekenning van de vergoeding wegens hulp van een derde persoon.".

c) Het tiende en laatste lid moet luiden als volgt :

"Van die beslissing wordt aan belanghebbende schriftelijk kennis gegeven. Zij is vatbaar voor de beroepen in artikel 45, § 4, bepaald,en voor herziening in de voorwaarden en naar de modaliteiten bepaald bij artikel 40.".

§ 7.

Artikel 20, vierde lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Voor de politieke gevangenen bedoeld in artikel 2, e, die hun pensioenaanvraag vóór 31 Mei 1946 hebben ingediend, gaat het pensioen in op de eerste dag van de maand nadat zij, vrij, in België zijn teruggekeerd.

.../...

De pensioenen, op grond van de vorige bepaling uitbetaald, blijven voor de betrokkenen verkregen, zelfs ingeval het bedrag er van hoger is dan het normaal bedrag van het pensioen.".

§ 8.

Artikel 22, derde lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Tenzij de getroffene door het schadelijk feit is gedood of binnen vijf jaar na het schadelijk feit ingevolge verwonding, traumatisme of een ongeval in de zin van artikel 4 is overleden, kunnen de commissies voor vergoedingspensioenen beslissen het pensioen met een vierde of de helft te verminderen wanneer zij oordelen dat uit de toedracht der zaak blijkt dat vreemde factoren, die zich na het schadelijk feit hebben voorgedaan, voor een vierde of voor de helft de werkelijke oorzaken van het overlijden hebben bepaald; naar die verhoudingen wordt het pensioen inzonderheid verminderd wanneer de getroffene onderscheidenlijk vijftien en vijf en twintig jaar na het schadelijk feit is overleden.

§ 9.

a) Artikel 36, derde lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Heeft de getroffene echter een invaliditeitspensioen of voorschotten op dergelijk pensioen getrokken voor het trimester waarin hij overleden is, dan mag het pensioen van rechtverkrijgende niet ingaan vóór de eerste dag van het volgende trimester.".

b) Artikel 39, § 3, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"§ 3 van artikel 37 is op deze herzieningen toepasselijk.".

c) Artikel 45, § 2, tweede lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De laatste termijn pensioenvoorschotten, vóór hun overlijden aan de invaliden uitbetaald, blijft integraal verkregen.".

§ 10.

Artikel 57, § 2, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 2. De wet op de vergoedingspensioenen wordt toepasselijk verklaard op de militairen en op de burgerlijke werklieden, leden van een eenheid ontmijners of van de Dienst voor opruiming en vernietiging van ontploffingstuigen van het leger, die na 25 Augustus 1947 ingevolge hun dienst getroffen werden door een ongeval te wijten aan de ontploffing van stoffen die zij gelast zijn op te sporen en te vernietigen.".

.../...

Artikel 4.-

§ 1.

Artikel 67 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen wordt met de volgende bepaling aangevuld :

" 5° Het recht op het pensioen ontstaat wanneer de krachtens dit artikel ingestelde commissies uitspraak hebben gedaan over het vervullen van de bij deze wet gestelde voorwaarden.".

§ 2.

Artikel 45 van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"§ 6 Het recht op het pensioen ontstaat wanneer de krachtens dit artikel ingestelde commissies uitspraak hebben gedaan over de feitelijke gegevens, in § 3 opgesomd, of wanneer de Minister tot wiens bevoegdheid de vergoedingspensioenen behoren het toekenningsbesluit,in artikel 46 bedoeld, heeft genomen.".

Artikel 5.-

Artikel 32 van het koninklijk besluit van 14 November 1923 ter regeling van de uitvoering der samengeordende wetten op de militaire pensioenen, gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 10 Augustus 1948, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 32.-

§ 1.

Elke beslissing welke betrekking heeft hetzij op een pensioenaanvraag gesteund op de bepalingen van de titels II en III der samengeordende wetten op de militaire

.../...

pensioenen, hetzij op een om 't even welke verhoging of bijslag op dergelijk pensioen, kan, op verzoek van de Minister tot wiens bevoegdheid de vergoedingspensioenen behoren of van de belanghebbende, worden herzien wanneer de beslissing tot toekenning van het pensioen of van de verhoging wordt bevonden op een dwaling omtrent de feiten of het recht te berusten.

§ 2.

Wanneer de beslissing waarbij het pensioen of de verhoging verleend wordt, uitgaat van één van de commissies, ingesteld krachtens artikel 67 der samengeordende wetten op de militaire pensioenen of van een van de bijzondere commissies ingesteld krachtens de wetten van 13 Mei 1929 of van 21 Juli 1930, wordt de aanvraag om herziening gebracht vóór de commissie die de betwiste beslissing heeft gewezen.

Op de gevolgen van de herziening is van toepassing het bepaalde in artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 Augustus 1933 waar dit betrekking heeft op de datum waarop de pensioenen, renten en toelagen, ingaan.

Betreft het een materiële vergissing, opgemerkt vóór de goedkeuring door het Rekenhof, dan wordt over de eerste beslissing zonder meer heen geschreven of wordt deze met uitwerksel op dezelfde datum gewijzigd. In dit geval wordt de verzoeker, indien hij verschenen is vóór de commissie welke de betwiste beslissing gewezen heeft, opnieuw gehoord, tenzij de rectificatie niet van die aard is dat zij een wijziging veroorzaakt van de beslissing getroffen ten aanzien van de overgelegde bewijsmiddelen of van de erkende invaliditeitsgraad.

.../...

§ 3.

Wanneer de beslissing waarbij het pensioen of de verhoging verleend wordt, uitgaat van een rechtbank of een hof van de rechterlijke orde, wordt de aanvraag om herziening gebracht vóór de rechtbank of het hof waarvan de beslissing uitgaat.

De rechtbank of het hof, waarbij een aanvraag om herziening op grond van dit artikel aanhangig wordt gemaakt, onderzoekt of werkelijk voldaan is aan de bij de wet gestelde voorwaarden voor de toekenning van het pensioen of de verhoging.

Zij herzien hun vroegere beslissing,zo zij van oordeel zijn dat aan die voorwaarden niet is voldaan en dat de bestreden beslissing derhalve op een dwaling omtrent de feiten of het recht berust voor zover zij de Staat tot de betaling van het pensioen of de verhoging veroordeelt en aan de gerechtigde een recht op genoemd pensioen of verhoging erkent.

Zij stellen vast op welke datum de herziening uitwerking heeft. Die datum wordt vastgesteld op de eerste van de maand tijdens welke de aanvraag tot herziening voor de rechtbank werd ingeleid.

Zo echter bewezen is dat bij de verzoeker bedrog of kwade trouw voorhanden is, dan kunnen de rechtbank of het hof beslissen dat de herziening uitwerking zal hebben de dag waarop het pensioen of de verhoging van het pensioen werd verleend.".

.../...

Artikel 6.-

De militairen en de burgerlijke oorlogsgetroffenen die,overeenkomstig de ter zake bestaande vroegere bepalingen,ten gunste van hun eerste en tweede kind een optie hebben onderschreven hetzij voor de kinderbijslag behorende bij hun wedde, loon of rustpensioen, hetzij voor de pensioensverhogingen voor die zelfde kinderen, kunnen te allen tijde deze optie herroepen.

Een koninklijk besluit regelt de gepaste maatregelen tot uitvoering van deze bepaling,die maar tot 1 Januari 1951 mag terugwerken.

Artikel 7.-

Artikel 33, laatste lid, van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het in aanmerking te nemen inkomen is dat van het jaar voorafgaande aan het jaar waarin het pensioen of, bij voorkomend geval, de pensioensverhoging ingaat. Het wordt bepaald zoals in zake directe belastingen. Het onder deze voorwaarden toegekend maximum-pensioen is niet vatbaar voor latere herzieningen.".

Artikel 8.-

De Koning is belast met het samenordenen van de wetsbepalingen betreffende :

1° de militaire pensioenen ;

2° de vergoedingspensioenen, met de uitdrukkelijke en impliciete wijzigingen welke in deze wetten zijn of zullen zijn aangebracht op het tijdstip waarop de samenordeing geschiedt.

.../...

Daartoe kan hij :

1° de volgorde en nummering der titels, hoofdstukken, afdelingen en artikelen van de samen te ordenen bepalingen wijzigen en ze volgens andere indelingen hergroeperen ;

2° de verwijzingen die voorkomen in de samen te ordenen bepalingen wijzigen, ten einde ze met de nieuwe nummering in overeenstemming te brengen ;

3° met het oog op eenvormigheid in de terminologie, de redactie van bovenbedoelde bepalingen wijzigen.

Aan de samenordening zal volgende titel worden gegeven :

"Samengeordende wetten betreffende de militaire pensioenen"
en
"Samengeordende wetten betreffende de vergoedingspensioenen"

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN,
J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation
P. ANSIAUX,
G. PIQUET, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter
raadsheren van State
bijzitters van de afdeling wetgeving
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Finances.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Financiën.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.